

nement actuel n'a pas cessé de tirer des conclusions erronées, ou de n'en pas tirer du tout. Notre industrie céréalière a été gérée par forfait. Trois fois depuis dix ans nos services de transport ont été utilisés à la limite. En 1963, les Russes ont acheté chaque boisseau de blé que le Canada pouvait exporter. En 1965, la Russie et la Chine ont acheté toutes les céréales que nous pouvions acheminer pour l'exportation. En 1972, une fois de plus, nous avons trouvé un monde désespéré dans nos ports et, une fois de plus, nous n'avons pu satisfaire la demande. Le docteur Boerma, directeur de l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture, a déclaré que les stocks mondiaux de blé sont actuellement au niveau le plus bas depuis 20 ans, période pendant laquelle la population du globe s'est accrue de 50 p. 100.

Ce que le gouvernement a fait—ou n'a pas fait—n'est rien de moins que criminel. Des dépenses de 48 millions de dollars pour des wagons-trémies sont difficiles à justifier vu l'accroissement minime de nos exportations de céréales. Ce ne sont pas les politiques du gouvernement actuel qui sont en train de sauver les cultivateurs de l'Ouest; ce sont plutôt des politiques de faim et la disette, qui ont fait des dizaines de millions de miséreux, qui les sauvent. Le gouvernement actuel est à blâmer pour avoir échoué aussi lamentablement dans ses politiques de planification et leur mise en œuvre.

L'hon. M. Lang: Monsieur le président, mes propos n'ont que pour but de renseigner les députés, surtout à la suite des commentaires du député de Swift Current-Maple Creek. Quand j'ai demandé au député au milieu de son discours si je pouvais lui poser une question, je ne m'étais certes pas rendu compte qu'il s'agissait de son baptême d'orateur. Je ne m'étais d'ailleurs pas plus rendu compte qu'il y avait un règlement à ce sujet. Je m'excuse donc d'avoir agi ainsi. Je voulais demander au député—il me répondra peut-être à une autre occasion—si, à son avis, les embranchements ferroviaires dans la région des Prairies devraient ou non disparaître d'ici quelque temps.

Le député a fait allusion à des études qui ont été menées. Il a reconnu, je le lui concède, qu'il faut user de patience jusqu'à l'achèvement de ces études sur le réseau de transport et de manutention. Il nous a critiqués parce que nous avons déferé la question au Conseil des grains du Canada. Nous l'avons fait effectivement, en vue de connaître les opinions de l'industrie dans son ensemble et des producteurs en particulier sur la question de savoir si nous devons ou non utiliser moins d'élevateurs et de plus longs parcours, face aux économies réalisables.

Le député a fait partie de l'Association des producteurs de blé Palliser, qui a adopté une attitude très ferme en faveur d'un bien moins grand nombre de points de livraison dans la région des Prairies, une attitude certainement beaucoup plus rigide que la mienne. En réalité, leur opinion était beaucoup plus stricte que ne l'était celles des études dont j'ai parlé, qui proposaient un certain degré d'expansion et de consolidation aux points de livraison. Toutefois, cette opinion signifie que certaines lignes de chemins de fer existantes devront probablement disparaître étant donné que les céréales étaient transportées par ces chemins de fer à des élevateurs qui n'existent plus. Les chemins de fer ne servent donc plus à cette fin.

Subsides

Lorsque le député a dit que le wagon à trémie deviendrait peut-être aussi le petit bout de la pointe de tarte, il voulait probablement dire qu'il s'oppose à l'abandon des chemins de fer. Bien que le député veut que nous agissions, il se réserve le droit de nous attaquer quoi que nous faisons, et dans la meilleure tradition conservatrice, de nous attaquer de tous côtés pour avoir plus de facilité.

Je connais bien le député de Swift Current-Maple Creek. Je sais aussi qu'en temps normal il essaie d'être juste et précis. Par conséquent, je dois lui demander sérieusement de nous faire connaître le plus tôt possible ses propres vues sur la question, à savoir s'il faut conserver les lignes de chemin de fer actuelles dans les Prairies cinq ans ou huit ans. Le député dit qu'il nous faut aller plus vite et ne pas attendre cinq ans, comme le propose le Conseil des grains du Canada. Je suis un homme trop impatient pour attendre si longtemps. Cependant, le producteur doit avoir la possibilité de faire connaître ses opinions et de nous dire quel système il veut.

Les études que nous avons faites indiquent que si les céréales qui sont manutentionnées actuellement par 5,000 élevateurs environ dans la région des Prairies l'étaient par les deux tiers, on économiserait 5c. par boisseau livré de céréales manutentionnées dans cette région. Si les études sont justes, cela représente une épargne de 50 millions pour les livraisons de producteur d'un milliard de boisseaux. Ce serait la première fois dans notre histoire. De plus, ces études montrent que...

M. Gleave: Le député permettrait-il une question?

L'hon. M. Lang: Volontiers.

M. Gleave: Étant donné que le syndicat national des cultivateurs et les trois syndicats du blé ont démissionné et se sont retirés du Conseil des grains du Canada, le ministre le considère-t-il encore comme une organisation de producteurs représentant les cultivateurs des Prairies?

• (2120)

L'hon. M. Lang: Monsieur le président, je suis heureux de signaler au député que si les trois syndicats des Prairies se sont retirés du Conseil canadien des céréales, geste que je déplore tout comme le député sûrement, il reste d'autres organisations de producteurs que cette organisation. J'aimerais notamment lui signaler, s'il daigne écouter la réponse à sa question, que les trois syndicats qui ont démissionné du Conseil, de même que la National Farmers' Union qui s'en est retirée il y a un an, veulent bien faire partie du comité que le Conseil a mis sur pied afin d'étudier cette question même, de sorte qu'ils seront représentés.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Lang: Le représentant de Swift Current-Maple Creek a parlé aussi de plusieurs études, y compris celles de l'expédition par zone, sur la teneur en protéines et sur les expéditions de grains de provende, il semblait penser que peut-être certaines études gouvernementales étaient envisagées. J'aimerais que le député remarque que dans chacun de ces cas, les recommandations contenues dans les études entreprises avec l'appui des producteurs ont été entièrement suivies.